

Comptes rendus

Alfred GROSSER : L'Allemagne de notre temps. Collection « Les grandes études contemporaines », Paris, Fayard, 1970, 641 pages, bibliographie, index, cartes et tableaux.

On ne sait ce qui importe le plus dans ce fort ouvrage de 641 pages lisible d'une traite.

La lucidité de l'auteur à propos d'un fait politique d'émotion, qu'il juge au besoin ; avec sérénité toutefois, bien qu'il fut engagé depuis 1948 dans une action de rapprochement entre la France et l'Allemagne par le biais du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle jusqu'à 1967 dont il fut le secrétaire général du début à la fin.

La maîtrise du sujet qu'il suit depuis vingt-cinq ans à une connaissance parfaite de l'allemand, qui lui vient de son ascendance germanique, et grâce à une documentation personnelle sans défaillance, constituée jour après jour. Neuf livres en sont issus en quinze ans. L'auteur avait 20 ans lors de la capitulation de l'Allemagne en 1945. Il a vécu sur place les années de l'effondrement et les premières années de la reconstruction nationale. J'avais 10 ans et j'ai dû tout apprendre. Le livre de Grosser clarifie beaucoup d'idées reçues.

Son sens de l'équilibre entre une réalité complexe, fluide, passionnelle, et l'image déformée, amplifiée, désuète qu'elle projette ; l'une comme l'autre agissant sur la politique.

Une description homogène des faits eut suffi au plan historique.

Comme politiste — quoiqu'il se défende de l'être, jusque dans la dédicace du livre — Alfred Grosser a, chaque fois que c'était possible, reconstitué au travers de la presse, par ses contacts avec les Allemands, par son expérience personnelle, l'image de cette réalité.

Son érudition, présente à chaque page, opérant avec discernement, toute en nuance, ou encore la méthode.

Trois parties divisent l'ouvrage :

- L'Allemagne des vainqueurs.
- La démocratie de Bonn.
- L'autre Allemagne et le « Problème allemand ».

Division classique, significative, compréhensible pour ceux qui ont vécu ces vingt-cinq ans de l'Allemagne de notre temps ; division pédagogique pour les autres qui représentent plus de 50 % de la population actuelle.

Onze chapitres, subdivisés en nombreuses rubriques, très équilibrés :

- La prise en charge (23 pages) ;
- Nuremberg et la dénazification (21 pages) ;
- Occupants et occupés (28 pages) ;
- Guerre froide, division et souveraineté limitée (26 pages) ;

- Les fondements de l'Etat (27 pages) ;
- La vie des institutions (70 pages) ;
- Elections et partis (70 pages) ;
- Forces économiques et sociales (61 pages) ;
- Forces morales et intellectuelles (85 pages) ;
- L'Etat socialiste de Nation allemande (56 pages) ;
- Politique extérieure et politique mondiale (62 pages).

D'entrée de jeu, à la première page, Alfred Grosser définit avec vivacité l'orientation de son étude par une conclusion :

« Ainsi l'Allemagne d'aujourd'hui — et pourquoi ne pas dire d'emblée que ce sera l'une des conclusions de ce livre ? — est sans doute plus compréhensible comme élément d'une société transnationale et comme juxtaposition de morceaux insérés dans des parties relativement homogènes d'un monde morcelé, que comme l'état actuel d'une évolution nationale séculaire ».

Non pas qu'il nie l'influence du passé, présent à chaque moment, puisqu'il en a fait son introduction. Mais 1945 constitue une rupture comme 1789 et 1917, un changement si profond que les situations d'antan ne pourront plus réapparaître.

Des spécialistes reprocheront à son auteur cet ouvrage de synthèse sous prétexte de n'être point original ou de n'avoir pas tout dit. Mais le propre d'un livre de synthèse n'est-il pas de prélever dans des monographies originales les éléments cohérents permettant de décrire des événements, de rechercher leurs causes, de tracer une histoire. Est-ce une tare ? Qui détient l'originalité ? Alfred Grosser n'a-t-il pas écrit lui aussi des monographies ?

Le livre de Grosser s'apparente à ce que Raymond Aron fit souvent avec le talent qu'on lui connaît. Ce qu'en dit W.J. Mackenzie s'applique au livre de Grosser :

« Ainsi l'œuvre de Raymond Aron, œuvre avant tout descriptive et de synthèse, donne une impression de grande distinction intellectuelle et c'est peut-être en fonction des critères de l'humanisme érudit, et en particulier de l'analyse historique sous sa forme la plus accomplie, qu'il convient de la juger pour l'apprécier à sa juste valeur. Il se pourrait bien en fait qu'une telle combinaison — vision d'ensemble et précision — apporte à l'élaboration de la politique étrangère *une contribution plus efficace* que le recours prudent à la méthode scientifique ».

(In : Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines, chapitre II « La Science politique » pages 229-230 — Mouton, Unesco, partie 1. Sciences sociales).

La tâche la plus ardue est assurément de donner une idée correcte de la densité d'informations contenues dans le livre et des biens qui les unissent.

La montée de Hitler, l'installation légale de son pouvoir absolu, ses douze ans d'autoritarisme, c'est tout à la fois la lente et difficile unification allemande du XIX^e siècle, autoritaire, impériale, refoulant le peuple au rang de sujets obéissants ; le conflit 1914-1918 et ses conséquences ; le rôle ambigu et effacé des partis politiques ; l'influence de la toute puissante armée ; la révolution manquée de 1918 ; la république de Weimar ; l'inaccoutumance des sociaux-démocrates dans l'exercice du pouvoir ; les choix de l'église catholique ; des syndicats qui en 1918 — selon Grosser — ensemble avec le patronat, comptent sauver l'Allemagne du chaos, mais l'ordre qu'ils veulent préserver ou établir

n'est pas seulement le contraire du désordre ; c'est aussi un rapport de forces qui ne joue pas à l'avantage des salariés ».

Hitler c'est aussi les déceptions de l'armistice, l'humiliation nationale d'un vaincu déclaré coupable au moment où il instaure un régime parlementaire ; c'est l'inflation monstrueuse, inique ; c'est la crise financière et économique internationale de 1929, coup de grâce pour un régime fragile ; c'est le chômage, la misère, le désarroi, la peur. Ces causes sont connues. Le mérite de l'auteur est de les rappeler toutes et de dire que « L'essentiel n'est pas dans les causes, mais dans les conséquences ».

Les conséquences c'est l'Allemagne nazie, l'Allemagne ruinée en 1945, « l'Allemagne objet » prise en charge par des vainqueurs qui imposeront une division du territoire en deux parties à cause de leur hostilité réciproque.

Depuis 1945 le passé de l'Allemagne est présent, selon Grosser, « aussi dans l'image que l'étranger — c'est-à-dire le maître dont dépend le sort de chaque allemand — se fait de l'Allemagne et des Allemands. L'Allemagne de 1945 n'est pas celle du passé immédiat, mais elle est traitée en fonction de ce passé »...

« Le passé est enfin et surtout présent dans la question qui revient sans cesse après la fin de la guerre, qui n'a pas encore disparu de la vie publique allemande en 1970 : « Wie konnte es geschehen . » — « Comment cela a-t-il pu arriver ? ». Question qui est posée et débattue sans qu'une réponse suffisamment précise ait été dégagée par tous ou pour tous à la question préalable : « Was ist geschehen ? » — Qu'est-ce qui est arrivé ? ». Arrivé en 1930-1932 pour expliquer la montée de Hitler. Arrivé en 1933-1934 pour expliquer l'installation de son pouvoir absolu. Arrivé pendant douze années comme somme prodigieuse d'horreurs et de souffrances infligées et subies.

« Le « cela » dont on cherche la nature et les causes est chargé d'une condamnation morale... »

Alfred Grosser ne se départit jamais de cette présence du passé mais ne lui confère pas de fonction prééminente.

Les étudiants et les lecteurs profanes trouveront dans la première partie du livre consacrée à *L'Allemagne des vainqueurs* un condensé clair avec de nombreuses références aux accords de Londres, aux conférences de Yalta et de Potsdam — Aucune exégèse de textes mais le rappel de passages expliquant la position et les attitudes des responsables de la période 1945-1949 pendant laquelle les alliés prirent en charge la souveraineté nationale de l'Allemagne, mirent en place les services administratifs de l'occupation, assumèrent le procès de Nuremberg et la dénazification massive au niveau du peuple. Des statistiques de population ; l'importance de la destruction des villes, des zones industrielles ; l'assainissement de la monnaie ; la réorganisation de l'économie. Les thèses en présence pour la reconstruction de l'Allemagne ; la relance des partis politiques ; la mise en place au hasard des responsables allemands ; la guerre froide.

Trois passages choisis au hasard diront mieux qu'un résumé ce que ce condensé contient :

« La victoire totale entraînait une responsabilité totale. Les occupants savaient bien que l'agressive formule de Kurt Schumacher était vraie. Quand les commandants en chef se mirent à l'œuvre, chacun dans sa zone, une double tâche les attendait : mettre de l'ordre dans le chaos et prendre des mesures à longue échéance dans le cadre de la démocratisation.

Il ne faut jamais oublier, en effet, dans toute critique de l'occupation, que les autorités alliées avaient à accomplir une œuvre démesurée : refaire une administration locale allemande qui exécutât les ordres de l'occupant, reconstruire les voies de communication, rouvrir les usines, trouver du ravitaillement pour la population. En même temps, il fallait, pour prendre le seul exemple de la zone américaine, veiller au retour dans leurs pays respectifs, de deux millions de D.P.'s, de « personnes déplacées » par les Allemands, et au rapatriement de la majeure partie des trois millions de soldats américains stationnés en Europe, tout en accueillant quatre millions et demi de réfugiés et d'expulsés allemands de l'Est. Il est hors de doute qu'un travail gigantesque a été accompli par les gouvernements militaires... »

(Les deux premiers alinéas du chapitre 3, « Occupants et occupés », page 87).

« Mais ce n'est évidemment pas cet appétit-là qui dominait la vie allemande sous l'occupation. A la fin de 1946, cent mille personnes étaient atteintes à Hambourg d'œdèmes dus à la faim. A Cologne, 12 % seulement des enfants avaient un poids normal. Alors que le nombre de calories nécessaires pour rester en bonne santé et travailler raisonnablement était, selon l'organisme compétent des Nations Unies de 2.550 calories par jour, la ration officielle était de 1.500 calories, la ration réelle souvent très inférieure à 1.000. Des familles entières s'entassaient dans des Bunkers souterrains sans eau ni lumière. Il n'y avait ni vêtements, ni médicaments. L'argent avait perdu toute valeur.

Il s'ensuivit une démoralisation profonde. A quoi bon travailler si le troc d'un paquet de cigarettes permettait d'acquérir autant de nourriture qu'un salaire mensuel de conducteur de tramway ? A quoi bon avoir faim s'il suffisait de passer un moment avec un soldat américain pour avoir d'inappréciables paquets de chocolat ou de café ? Les halls et les souterrains des gares fourmillaient de garçons qui proposaient toutes sortes de marchandises. Si, en 1949, on allait compter quinze mille prostituées à Cologne contre mille cinq cents avant guerre, c'est que l'extrême misère des années 1945 à 1947 aura créé des habitudes qui ne se laisseront pas aisément abolir. »

(Page 97) ...

« La réorganisation imposée par les occupants à l'économie allemande a, elle aussi, pu paraître équivoque. La volonté d'affaiblir s'y mêlait parfois, surtout du côté français, à l'intention de « dénazifier » et la crainte des réformes profondes au désir de « démocratiser ». Il ne saurait être question ici d'entrer dans les détails de l'évolution de la politique alliée de déconcentration. Il faudrait décrire comment les Britanniques créèrent les Groupes de contrôle du charbon et de l'acier et procédèrent à une première décartellisation ; comment la loi anglo-américaine n° 75 confia la réorganisation à des experts allemands ; comment la loi tripartite n° 27 du 16 mai 1950 prépara le règlement finalement accepté par le gouvernement fédéral. Les différends entre Anglais et Américains, les vetos français, les résistances ouvertes et souterraines des Allemands se sont sans cesse entremêlés, les positions de chacun variant d'ailleurs avec l'évolution de la politique européenne et mondiale (voir chap. 8 et 11). Presque toutes les mesures des occupants ont été désapprouvées par la majeure partie des Allemands. Seule la réforme monétaire de juin 1948 a échappé à la critique sinon dans ses modalités, du moins dans son principe. Elle était le prélude indispensable à un relèvement de l'économie. Sa réussite visible put apparaître comme une sorte de miracle. Du jour au lendemain les magasins montrèrent des vitrines pleines, les usines rouvrirent leurs portes ou accélèrent leur

cadence de production. Tout un pays misérable semblait retrouver soudain une prospérité relative. La production industrielle, encore à l'indice 51 en juin, atteignait l'indice 61 dès juillet et l'indice 79 en décembre.»

(Pages 112 et 113).

La deuxième partie du livre, la plus importante, celle qui concerne la « Démocratie de Bonn », Grosser l'a traitée non plus chronologiquement comme les périodes antérieures mais par grandes rubriques en ayant soin de les situer dans un contexte qui les englobe.

Ces grandes rubriques sont conventionnelles en Science politique puisqu'elles sont consacrées à la légitimité du pouvoir, à la vie des institutions, aux partis politiques et aux élections, aux forces en présence.

L'information qui étaye l'exposé est connue, pour peu qu'on s'intéresse à la politique allemande et à la politique internationale. Elle témoigne cependant par sa complexité et ses références d'un grand éclectisme dans le choix.

L'auteur ne néglige aucune nouvelle, même pas les communiqués de presse relatifs à la représentation allemande dans les grandes manifestations sportives ; aucune revue, aucune brochure, sources parfois de détails révélateurs comme les textes d'exposés d'hommes influents devant les comités des partis, comme les périodiques estudiantins ou religieux, comme les bulletins statistiques. Son originalité consiste en la manière d'assembler des éléments d'information apparemment sans relation, de les critiquer, d'apprécier les faits en tant qu'homme au-delà du scientifique et du journaliste.

Lorsque les institutions de la République fédérale d'Allemagne sont mises en place, elles peuvent fonctionner d'autant plus harmonieusement que le grain que la machinerie politique doit moudre a déjà été trié : les grandes décisions ont été prises avant même qu'existent les mécanismes permettant de prendre des décisions. La période des changements dramatiques est achevée quand naît le nouvel Etat. Sa naissance est précisément le signe de cet achèvement.»

Ainsi commence le chapitre réservé aux fondements de l'Etat (26 pages).

Ce qui existe en 1949 continuera d'influencer la structuration des deux états allemands. Les étapes du développement de la République fédérale suggèrent à l'auteur un de ses thèmes de réflexion :

« La sensibilité de la réalité politique allemande à des évolutions qui se produisent en dehors de l'Allemagne ».

Sa légitimité n'a jamais été contestée bien qu'une certaine incertitude pèse sur ses frontières, bien qu'elle ne jouisse officiellement que d'une souveraineté limitée, bien que — selon une formule lapidaire — « Berlin-Ouest appartient à la République fédérale sans en faire partie ».

Pour l'auteur, « La République fédérale a pu tirer avantage de la prospérité. Elle a également renforcé sa cohésion par un double refus, par une idéologie fondée sur une double négation : celle du passé hitlérien et celle du présent communiste. Ni l'une ni l'autre n'ont cessé d'être marquées par des équivoques, mais leur netteté a permis non pas de « désidéologiser » la vie publique, comme on l'a trop souvent dit et écrit, mais de lui donner un soubassement idéologique non conflictuel. La République fédérale a eu la chance de se voir contrainte à se définir si fortement contre, que la double définition négative a en quelque sorte fondé la légitimité de l'Etat à la souveraineté mal assurée, de l'Etat qui ne rassemblait qu'une partie de la nation. »

Ce chapitre se termine par une description des droits fondamentaux et de la fonction du Tribunal Constitutionnel.

Dans les chapitres suivants, plus encore que dans les précédents et pour cause, les hommes responsables, leurs origines, leur rôle, leurs idées et objectifs constituent le centre de l'analyse mais toujours associés aux groupes dont ils font partie, à l'influence de ces derniers dans la nouvelle société allemande.

La vie des institutions fait l'objet d'une analyse limitée au fonctionnement de l'Etat fédéral, à la présidence de la République, aux quatre chanceliers, aux assemblées Bundesrat et Bundestag.

L'auteur n'aborde guère en profondeur tous les rouages administratifs et consultatifs. Il me semble qu'il s'agit là d'une des rares lacunes du livre, car les institutions publiques c'est autre chose et plus que le sommet du pouvoir exécutif et que le pouvoir législatif.

Il eut été souhaitable que dans le chapitre consacré aux élections et aux partis — chapitre pourtant déjà très développé (70 pages) — A. Grosser ne s'en tienne pas exclusivement aux élections législatives ni aux grands mouvements de dirigeants et d'idées. Une analyse comparative entre les *länder* et des graphiques et tableaux d'évolution auraient peut-être mieux rendu les nuances politiques au sein des grandes formations.

Une place trop grande a été donnée aux leaders et à leurs origines.

Ceci dit, le lecteur même averti qui chercherait des informations statistiques ne serait pas déçu. En outre, il irait à l'essentiel, notamment quant aux dispositions constitutionnelles sur le rôle des partis et des mandataires (les articles 21 et 38 de la loi fondamentale, la loi du 24 juillet 1967), quant à la clause des 5 % qui a écarté, dans l'optique du double refus, le parti communiste et les partis d'extrême droite (cette notion ayant en Allemagne un sens précis).

Le chapitre sur les forces économiques et sociales est plus fouillé, plus dense ; l'auteur revenant à l'examen des causes et plus encore à leurs conséquences.

Trois parties :

— « La prospérité et sa doctrine », avec une approche philosophique de la politique économique et l'étude des grands problèmes : influence extérieure, rôle des banques, crise charbonnière, décartellisation et concentration, agriculture ;

— « Favorisés et handicapés », en fait les conséquences de la prospérité, très marquées en Allemagne occidentale ;

— « La situation des syndicats », l'explication de la concentration au sein du DGR, les liens de ces syndicats avec le parti social-démocrate, l'intégration au système politique et la cogestion, l'évolution récente.

L'approche des « forces morales et intellectuelles » dans le chapitre 9 laisse l'impression que ces forces n'exercent vraiment guère d'influence sur la politique en République fédérale d'Allemagne. Le conformisme, la propension au confort matériel, l'attachement aux valeurs et aux institutions libérales, la crainte des égarements du passé ne sont probablement pas propice à la culture. Il n'empêche qu'un certain degré de confort est indispensable à la culture.

Le désintéret momentané de la grande masse pour la politique, l'indifférence par principe des intellectuels pour l'action politique et un certain dédain des hommes d'action envers les intellectuels sont des indicateurs médiocres de l'influence réelle des derniers sur les premiers.

Il existe un certain savoir « diffus », une certaine culture propagée oralement, des circuits de décantation de l'information qui finissent par fabriquer des modes de pensée et d'action que les hommes politiques détectent avec intuition et assimilent pour leur compte propre.

Le scepticisme modéré d'Alfred Grosser à ce sujet est le réflexe normal de l'intellectuel qui participe déjà à l'action et qui souhaiterait que cette dualité de fonction s'élargisse.

L'auteur indique clairement le changement récent, intervenu à la suite de l'accession de Willy Brandt à la chancellerie.

Son optimisme, par contre, semble trop rassurant des mouvements de contestation de la jeunesse.

Car s'il est vrai que « La jeunesse qui, comme chacun sait, est porteuse d'avenir et à laquelle on s'adresse comme si elle était constamment semblable à elle-même, comme si, même à un moment donné, elle était homogène.

La jeunesse que, sans cesse, on a tendance à assimiler à la petite minorité que constituent les étudiants ».

Cette assimilation n'est pas sans fondement. Ce qui se passe dans « la jeunesse », n'est rien d'autre que ce qui existe dans le monde « adulte » : les dirigeants politiques, et d'une manière plus étendue les affiliés des partis politiques, constituent une minorité ; les syndicalistes, voire les syndiqués, ne représentent certes pas tous ceux qui travaillent. Or, personne ne contesterait le rôle des politiciens et des syndicalistes ni celui de la base « engagée ». La comparaison avec le monde de la « jeunesse » nous invite à considérer les étudiants comme étant intellectuellement les plus disponibles, comme ayant un fondement doctrinal à leur action et, par conséquent, comme représentant la jeunesse.

Les deux derniers chapitres consacrés à « l'Etat socialiste de nation allemande » (en d'autres mots à la République Démocratique allemande) et à la « Politique extérieure et politique mondiale » de l'Allemagne de l'Ouest sont traités en condensé pour donner une image complète de « l'Allemagne de notre temps » qui est autre chose qu'un livre ; la page 582 dans les conclusions donne le ton, celui de la vie, de la réalité.

Cette page commence par une phrase significative : « Chacune des deux Allemagnes est profondément insérée dans le monde auquel elle appartient... » Aucun dogme dans la pensée de l'auteur, sauf celui de comprendre et d'expliquer en dénonçant, le cas échéant au passage, sa propre faiblesse et ses sentiments. Pour lui, comme pour Jean Jaurès dans son allocution du 1^{er} janvier 1881 lors de sa sortie d'école Normale supérieure :

« ... C'est la vie en commun qui est le grand remède. Il faut sans cesse faire comprendre et goûter à des camarades nombreux, d'aptitudes très différentes, ses recherches et ses idées ; voilà une sauvegarde certaine pour la forme qui est l'expression la plus claire, la plus vivante et la mieux ordonnée des choses. »

L'orientation bibliographique est tout à fait remarquable. Trente-huit pages de références compactes en petits caractères, sélectionnées à l'extrême, commentées, disposées selon les chapitres.

Les ouvrages indiqués sont en principe disponibles à la Fondation Nationale des Sciences Politiques à Paris.

Il y est précisé par ailleurs que l'auteur a rédigé de nombreuses chroniques bibliographiques de 1954 à 1967 et après 1969 dans deux revues.

Une table précieuse des sigles allemands et un index des noms clarifient beaucoup d'exposés pour le profane.

En bref, un ouvrage qui ne se résume pas. Il se lit.

A. Philippart.

Autres livres d'Alfred Grosser sur l'Allemagne :

- L'Allemagne de l'Occident (1945-1952). Gallimard 1953.
- Administration et politique en Allemagne occidentale. A. Colin 1954.
- La situation de l'Allemagne en 1955. P.U.F. 1955.
- Les relations internationales de l'Allemagne occidentale. A. Colin 1956.
- La Démocratie de Bonn (1949-1957). A. Colin 1958.
- Hitler : La presse et la Naissance d'une dictature. A. Colin 1959.
- La République fédérale d'Allemagne. P.U.F. 1963, 4^e édition mise à jour 1970.
- Die Bundesrepublik Deutschland : Bilanz einer Entwicklung - Tübingen 1967.
- La vie politique en Allemagne fédérale. A. Colin 1970.



Albert COHEN. La déviance. Collection « Sociologie nouvelle ». Théories 1. Gembloux, Duculot, 1971, 235 pages, 95 FB.

Premier ouvrage d'une nouvelle collection dirigée par Maurice Chaumont, professeur à l'Université de Louvain, qui publiera des travaux inédits en français.

En définissant la déviance comme toute violation des règles de conduite des groupes sociaux, un grand nombre d'individus se caractérisent par un comportement déviant. L'auteur inclut dans son ouvrage des résumés de théories et recherches se rapportant à des formes particulières de déviance présentées sous forme d'exemple dans le but de mettre l'accent sur les implications possibles pour des théories plus globales de la déviance et du contrôle. Il pense d'élaborer une conception d'un processus d'interaction dans lequel évoluent la déviance et le contrôle social, l'un répondant à l'autre et aidant à façonner l'autre.



Melvin TUMIN. La stratification sociale. Les formes et les fonctions de l'inégalité. Collection « Sociologie nouvelle ». Théories 2, Gembloux, Duculot, 1971, 195 pages, 95 FB.

L'omniprésence de l'inégalité sociale suggère l'existence dans la structure sociale de traits universels qui l'engendrent. Seule la non uniformité de ces traits universels lui font endosser des formes variables d'une société à l'autre. L'auteur a essentiellement voulu rendre compte de la persistance de la signification dans l'histoire de l'homme et a tenté de rechercher ses implications par la société de demain. Il élabore une conceptualisation et une approche nouvelles du phénomène de stratification (analyse séparée des quatre processus : différenciation, classification, évaluation et gratification) qui lui permettent de dépasser une certaine confusion dans certains états de recherche divergents et anormaux de certaines sociétés.



Denis de ROUGEMONT. *Lettre ouverte aux Européens.* Editions Albin Michel, Collection « Lettre ouverte », Paris, 1970, 213 pages.

« Le temps presse. Si nous devons constituer les Etats-Unis d'Europe, sous quelque nom que ce soit, il faut commencer maintenant... Debout, l'Europe ! » s'écriait Churchill en 1946. L'unification de l'Europe est bien loin, vingt-cinq ans plus tard, des espoirs placés en elle après la guerre. Denis de Rougemont ne s'est pas lassé durant toutes ces années de proclamer sa foi dans l'idée européenne et c'est en Européen de fait, sinon de droit, qu'il résume sa démarche dans une « lettre ouverte » aux autres Européens de fait que nous sommes tous. « Si vous n'existez pas en tant qu'Européens, écrit-il, vous n'existerez plus, ou pas longtemps, en tant que Français, Tchèques ou Suisses ». L'Europe sera unie ou colonisée. N'est-il pas paradoxal qu'elle se sente « écrasée » entre deux Grands « qui n'atteindraient même pas sa taille en montant l'un sur l'autre, et qui au surplus sont loin d'additionner leurs forces contre nous » ? De fait nous sommes 480 millions ; or à quoi nous sert cette force divisée en une trentaine d'Etats-Nations qui refusent d'abdiquer leur souveraineté illusoire, mais sacro-sainte, impuissante, mais répressive.

La « lettre ouverte » de Denis de Rougemont n'est pas une variation sur le thème de la décadence européenne, mis à la mode (mais non inventé) par Paul Valéry en 1919 (« Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ») : erreur célèbre, car contrairement aux anciennes civilisations locales, entourées de « barbares », la civilisation européenne est la première qui soit devenue universelle, qui ait créé les conditions techniques de sa survie et qui n'ait pas de rivale capable de se substituer à elle. « Je vois, écrit de Rougemont, l'Asie du Sud sous-développée courir après l'exemple de la Chine, qui essaie d'imiter la Russie, laquelle veut rejoindre l'Amérique, qui est une invention de l'Europe... » A ceux qui parlent de péril jaune, rouge ou noir, il répond : il n'y a qu'un péril sérieux pour notre civilisation, le péril blanc ; car ce qui nous menace de l'extérieur, c'est aussi ce qui nous mine de l'intérieur : le nationalisme et la superstition matérialiste. Or il ne tient qu'à nous de sécréter les anticorps des virus que nous avons créés, et exportés. Dès lors notre vocation est toute trouvée : « présenter au monde, et illustrer d'abord par l'exemple vécu, l'art et la science œcuméniques par excellence de l'union dans la diversité, de la coexistence en tension des contraires ». Cette vocation a son support tout prêt : notre culture millénaire, fusion de multiples sources, creuset où « cent fragments monocolores » ont réussi des synthèses selon la formule d'Héraclite : « Ce qui s'oppose coopère, et de la lutte des contraires procède la plus belle harmonie ».

Voilà pour la base. Quant à l'instrument capable de mettre en valeur cette culture pluraliste, ce ne peut être que le fédéralisme qui a pour règle « de respecter les deux termes antinomiques en conflit, tout en les composant de telle manière que la résultante de leur tension soit positive ». Mais il ne saurait être question de fédérer les Etats-Nations auxquels on doit la faiblesse actuelle de l'Europe : unitaires au-dedans, ils sont diviseurs au-déhors, au nom d'une souveraineté qui n'a plus d'absolu que le nationalisme qu'elle nourrit. Ainsi, trop petit pour affronter les problèmes actuels, trop grand pour associer l'individu aux affaires publiques, l'Etat-Nation est un empire manqué qu'il faut dépasser en haut et en bas par une fédération des régions. La région se définit, non plus « en termes de limites, mais en termes de rayonnement, non plus par

son indépendance, mais par la nature et la structure de ses relations d'interdépendance » ; elle n'est pas un Etat miniature, mais une unité politique optimum qui pourrait devenir « l'intersection de « classes » de faits économiques, sociaux et culturels d'aires différentes, définissant des régions spécifiques ». A ceux qui objectent la complexité d'une telle organisation, Denis de Rougemont répond que « la géométrie plane et euclidienne... suffisait à l'Etat-Nation... Les réalités de l'Europe des cent régions et les nécessités de l'administration polyarchique de ses réseaux relèveront de la logique des ensembles... J'ai déjà dit que le fédéralisme intégral n'est devenu possible qu'à partir de l'avènement de l'ordinateur ». Bref, l'Europe de demain ne sera pas un jardin à la française, mais une nature retrouvée, à la mesure de l'homme pour qui elle doit être faite.

Ce projet « révolutionnaire » a de quoi choquer les partisans de l'Etat-Nation et de l'intégration européenne. Ont-ils cependant le droit de le qualifier d'utopique, alors qu'il reste en fait peu de chose des souverainetés nationales et qu'on peut craindre que l'intégration n'aboutisse à une sorte de super-Etat-Nation impropre au développement des communautés réelles. Au contraire, le fédéralisme intégral postule l'épanouissement de ces communautés, fondé sur un mode de vie qualitatif et non plus seulement quantitatif, qui privilégie la liberté plutôt que la puissance, l'harmonie plutôt que la richesse. Cela s'explique par sa finalité, qui est d'unir, non pas d'uniformiser.

A l'heure où aucune autorité nationale n'a encore trouvé le remède aux secousses révolutionnaires de ces dernières années, il serait téméraire de traiter à la légère un message qui en propose un.

Michel Brélaz.

